

Les Marocains convertis veulent pratiquer librement

Article rédigé par M, le 10 mai 2017

[Source : Le Salon Beige]

Lu dans Christianophobie Hebdo :

"Les chrétiens du Maroc, pays où la religion d'État est l'islam, parlent haut et fort et exigent le droit de pratiquer librement conformément à leur foi. « Nous exigeons le droit de donner à nos enfants des prénoms chrétiens, de prier dans des églises, d'être inhumés dans des cimetières chrétiens et de nous marier selon notre religion », a déclaré à l'AFP Moustapha qui s'est converti au christianisme en 1994.

Avec d'autres anciens musulmans qui ont embrassé le christianisme, il a écrit une requête au très officiel Conseil national des droits de l'homme pour obtenir la fin de la persécution des chrétiens au Maroc. Le christianisme est une religion minoritaire au Maroc. Les musulmans représentent 99,6 % de la population marocaine, alors que les chrétiens évangéliques en forment 0,4 %. [...]

Toutefois, et bien que la religion d'État soit l'islam, la Constitution marocaine de 2011 autorise la liberté religieuse. Les autorités affirment n'appliquer qu'une forme modérée de l'islam qui laisse de l'espace à la tolérance religieuse. Cependant, **dans la réalité, les chrétiens marocains continuent à subir de persécution.** Pendant deux décennies, Moustapha a tenu secrète sa foi dans le Christ. Il raconte qu'il a été d'abord attiré par le christianisme parce qu'il était devenu « fatigué des contradictions de l'islam » et qu'il cherchait comment « combler un vide spirituel ». Il arriva à prendre contact avec un groupe religieux en Espagne, avec lequel il entretint une correspondance. Il devint chrétien et commença à suivre un enseignement à distance proposé aux États-Unis dont il obtint de devenir pasteur. Voici un peu moins de deux ans, Moustapha décida de sortir de la clandestinité et de déclarer publiquement sa foi au Christ. Il a publié en ligne une vidéo sur sa conversion au christianisme. Malgré la promotion supposée de tolérance religieuse de l'État, Moustapha fut grandement persécuté par sa famille et ses amis : « Ils me tournèrent le dos, déclara-t-il, on m'évitait au travail et mes enfants étaient intimidés à l'école ». Le Code pénal, en ce qu'il dispose des partis politiques et de la société, ne suit pas l'orientation donnée par la Constitution de 2011 pour ce qui concerne la liberté religieuse, avertit Moustapha. [...]"

Michel Janva